

Analyse

Sébastien Jean (CNAM): «L'Europe n'est pas faite pour les rapports de force»



Par [Raphaël Legendre](#)

23 janvier 2023 à 06:00

INTERVIEW. Pour l'ancien président du CEPII, professeur titulaire de la Chaire Jean-Baptiste Say d'économie industrielle au CNAM, l'industrie européenne est davantage menacée par la Chine que par l'Inflation Reduction Act.



Comment se porte la souveraineté européenne en ce début d'année ?

L'Europe n'est pas faite pour les rapports de force puisqu'elle a été construite justement pour les diluer. Le grand retour des politiques de puissance, y compris au niveau économique, la place donc dans une situation inconfortable. Ajoutez à cela la crise énergétique qui touche l'Europe mais guère le reste du monde, et la photo globale n'est pas reluisante.

Quels sont les grands points d'interrogation pour 2023 ?

Ils sont de deux ordres. D'abord sur l'énergie : nous sommes arrivés à une fragmentation telle du marché international de l'énergie, avec des prix du gaz six à sept fois plus chers en Europe qu'aux Etats-Unis, que cette nouvelle donne représente une menace majeure pour les industriels. Cependant, l'industrie a résisté jusqu'ici plutôt mieux qu'on aurait pu le craindre et les prix se sont repliés récemment, laissant espérer que l'effondrement redouté n'aura pas lieu. Mais le redoux est-il durable ? La question reste posée, parce que le problème de fond n'est pas résolu.

Ensuite ?

Ensuite vient la question de l'Inflation Reduction Act (IRA) américain, mais que je ne place pas du tout au même niveau que la question énergétique. Elle arrive loin derrière. La virulence de la réaction européenne a d'ailleurs surpris aux Etats-Unis. Elle est selon moi disproportionnée.

Pourquoi ?

Les Européens ont dénoncé des mesures unilatérales qui menaceraient l'Europe de désindustrialisation. Certes, l'Inflation Reduction Act est en contradiction avec les règles de l'OMC. Mais si l'on regarde le montant des aides, étalées sur dix ans, on parle de quelque chose autour de 0,2% à 0,3% du PIB américain. C'est peu et probablement inférieur à ce qu'a mis en place l'Europe. Je rappelle par ailleurs que cette loi est la seule voie politique que les Etats-Unis ont réussi à trouver pour traiter la crise environnementale. Un point d'équilibre entre écologistes, sociaux et ceux qui sont plus soucieux de l'économie et de l'industrie. Ce sera ça ou rien. Et dans la hiérarchie des problèmes, la transition environnementale arrive tout en haut de la pile. Il faut remettre l'église au centre du village : cette loi est aussi une bonne nouvelle pour les Européens.

Les dirigeants européens n'ont-ils pas quand même raison de s'inquiéter d'un potentiel risque de désindustrialisation ?

La menace qui pèse sur nos industries vertes vient davantage de la Chine que des Etats-Unis. Les importations de véhicules électriques chinois ont bondi de 165% en un an. Elles sont issues d'une filière massivement subventionnée, avec des incitations pour pousser nos grands industriels à produire en Chine pour exporter vers l'Europe, comme c'est le cas pour la Dacia Spring ou la BMW iX3. Gare au risque d'aveuglement politique sur le sujet. Nous sommes en train de répéter les mêmes erreurs qu'avec les panneaux solaires il y a quinze ans. Evidemment, c'est délicat, notamment à cause de notre dépendance aux terres rares et de notre retard dans les capacités de production... Mais l'IRA américain est lui-même dicté par la volonté de limiter la dépendance à la Chine. On ne peut pas séparer les politiques vis-à-vis des Etats-Unis et de la Chine. Dans ce jeu de puissances mondiales, il faut une cohérence globale dans nos réponses.

« La menace qui pèse sur nos industries vertes vient davantage de la Chine que des Etats-Unis »
